



COMMUNIQUE INTERSYNDICAL : Le collège Langevin Wallon n'a pas de place, la DSDEN passe en force

Depuis lundi 16 juin, les personnels du collège Langevin Wallon de Rosny-sous-Bois sont en grève reconductible pour une demande simple : ne pas ouvrir la 21ème classe (une sixième classe de 6ème) proposée en janvier 2025 par les services de la DSDEN.

Face à la pression démographique sur laquelle tous les personnels de Rosny-sous-Bois alertent depuis plus de 10 ans, rien n'a été anticipé et il est décidé d'ouvrir une nouvelle classe dans ce collège, ce qui est totalement inenvisageable du point de vue la sécurité des personnels et des élèves.

Cette nouvelle division est impossible à encaisser pour le collège : il n'y a pas la place, le seuil maximal d'accueil des élèves fixé par la commission de sécurité passée en 2024 est déjà dépassé de 2 cette année. Les travaux en cours font baisser le nombre de salles de classes. L'an prochain, avec cette ouverture de division, le seuil serait dépassé de presque 30 élèves. L'impossibilité et l'illégalité de cette ouverture sont caractérisés et les collègues en ont d'abord témoigné lors d'une audience en mars dernier, puis en juin cette semaine.

Ce vendredi 20 juin 2025, nos élu·es au Comité Spécial Administratif de la Seine- Saint-Denis (CSA-SD) ont reçu un étrange correctif aux documents préparatoires du CSA-SD spécial ajustements 2nd degré prévu jeudi 26 juin prochain. La veille, les documents avaient été envoyés en temps et en heure. Les mesures d'ajustement faisaient figurer la fermeture de la nouvelle division de 6ème qui figurait sur la DHG préparatoire de janvier dernier.

Nos organisations syndicales ainsi que l'ensemble des collègues de l'établissement se sont réjouis. La demande, simple, de ne pas ouvrir cette nouvelle division, afin que les demandes d'entrée en 6ème soient réaffectées dans les collèges de proximité (plus grands et aux IPS plus élevés), semblait avoir reçu une réponse positive. Les documents officiels reçus hier soir faisaient bien figurer l'annulation de cette ouverture. La DOS avait donc bien constaté cette impossibilité et l'administration remplissait son rôle de protection des élèves comme des personnels, en garantissant un cadre d'accueil des élèves et de travail digne.

Mais ce vendredi matin, un « annule et remplace » nous parvient et la ligne correspondant à ce collège a disparu.

Nous sommes extrêmement choqué·es : il ne s'agit nullement d'une erreur, la décision prise initialement est la bonne et la seule qui respecte les personnels, les élèves et la loi. Les collègues sont mobilisé·es depuis une semaine et se voient dans l'obligation de perdre des jours de salaire pour obtenir des conditions décentes d'étude pour leurs élèves. Ils ont le soutien des parents d'élèves, du maire de Rosny et de la députée de la circonscription.

Ce changement inopiné et brusque dans les mesures d'ajustement fait suite à une audience en DSDEN tendue où le DAASEN et le directeur de cabinet de la DASEN se sont levés avant la fin de la réunion et ont opposé le silence comme seule réponse aux collègues exaspérés par l'absence de réponse claire. Alors qu'ils étaient venus demander des conditions de travail simplement acceptables on leur a opposé tout un tas de mesures de bricolage, indignes et dégradant les conditions d'accueil de tou·tes comme une "solution" à leur problème.

Nous ne comprenons pas cette gestion par la DSDEN. Le dialogue social semblait fonctionner avec une sortie par le haut et un accord des services, que nous remercions pour leur engagement. Mais cette décision prise le lendemain semble unilatérale et arbitraire, et plonge le collège dans une grande détresse. Comment ne pas se sentir méprisé.es, après ces mois passés à alerter par tous les canaux légaux possibles, sur une situation qui ne relève que du droit à la sécurité le plus strict pour les élèves comme pour les personnels, et même pas d'une revendication de moyens supplémentaires, qui serait par ailleurs tout à fait légitime.

Cette décision nous met, élu·es et organisations syndicales, dans une situation délicate : nous avons communiqué aux collègues que leur demande était acceptée par les services, et qu'ils avaient été entendu·es. Ce revirement de situation est incompréhensible pour tous·tes.

C'est pourquoi nous demandons à la DSDEN de revenir au tableau initial des mesures d'ajustements proposé par la DOS. Il faut annuler cette impossible ouverture de division, qui est une véritable claque pour l'ensemble des collègues. C'est la seule solution pour apaiser la situation de collègues qui se sentent grandement méprisé·es alors qu'ils sont massivement engagé·es pour la réussite de leurs élèves.